

[print](#)

États-Unis : La Fed au secours de Wall Street

De [Eric Toussaint](#)

Global Research, octobre 10, 2014

Url de l'article:

<http://www.mondialisation.ca/etats-unis-la-fed-au-secours-de-wall-street/5407294>

La Fed octroie depuis 2008 un crédit illimité aux banques au taux officiel de 0,25 %. En réalité, elle a prêté aux banques plus de 16 000 milliards de dollars à un taux d'intérêt inférieur à ce taux officiel. Elle n'a pas respecté ses propres règles prudentielles et n'en a pas averti le Congrès.

La Fed (voir encadré sur la Fed) octroie depuis 2008 un crédit illimité aux banques au taux officiel de 0,25 %. En réalité, comme l'a révélé en juillet 2011 un rapport du GAO, équivalent de la Cour des Comptes aux États-Unis, la Fed a prêté 16 000 milliards de dollars à un taux d'intérêt inférieur au taux officiel de 0,25 % [1]. Le rapport démontre que la Fed n'a pas respecté ses propres règles prudentielles et qu'elle n'en a pas averti le Congrès. Selon les travaux d'une commission d'enquête du Congrès des États-Unis, la collusion entre la Fed et les grandes banques privées a été évidente : « Le PDG de JP Morgan Chase était membre de la Réserve fédérale de New York au moment où « sa » banque recevait une aide financière de la Fed s'élevant à 390 milliards de dollars. De plus, JP Morgan Chase a également servi d'intermédiaire pour les crédits d'urgence octroyés par la Fed. » [2]. Selon une étude indépendante de l'Institut Levy auquel collaborent des économistes comme Joseph Stiglitz, Paul Krugman et James K. Galbraith, les crédits de la Fed auraient atteint un montant plus élevé que celui révélé par le GAO, ce ne serait pas 16 000 milliards de dollars, mais 29 000 milliards de dollars [3].

Les grandes banques européennes ont eu accès à ces prêts de la Fed jusqu'au début 2011 (Dexia a ainsi reçu en prêt 159 milliards de dollars [4], Barclays 868 milliards, Royal Bank of Scotland 541 milliards, Deutsche Bank 354 milliards, UBS 287 milliards, Crédit Suisse 260 milliards, BNP-Paribas 175 milliards, Dresdner Bank 135 milliards, Société Générale 124 milliards). L'arrêt de ce financement (notamment sous la pression du Congrès américain) a constitué une des raisons pour lesquelles les money market funds états-uniens ont commencé eux-mêmes à fermer le robinet de leurs prêts aux banques européennes à partir de mai-juin 2011 car ils ont considéré que, sans l'appui de la FED, prêter aux banques européennes présentait trop de risque.

La Banque de la Réserve Fédérale des États-Unis

La Banque de la Réserve Fédérale (Fed en anglais) est la banque centrale des États-Unis. La Fed est chargée de la politique monétaire du pays et joue dès lors un rôle central dans le fonctionnement des marchés financiers mondiaux. C'est une entité indépendante au sein du gouvernement des États-Unis avec une participation active du secteur privé. Selon la loi, ses objectifs principaux sont de garantir la stabilité des prix, d'atteindre le plein emploi et d'assurer la stabilité du système financier, en prenant des mesures visant à prévenir et à atténuer l'impact des paniques et des crises financières. Dans ce but, la FED dispose de trois instruments importants : la gestion des taux d'intérêt, qui influent sur les niveaux de consommation, d'investissement et d'inflation ; la mise à disposition de liquidités pour les marchés financiers, qui permet de les stabiliser en temps de crises ; la supervision et la régulation des entités financières.

La Fed fut établie par le Federal Reserve Act de 1913, suite à l'instabilité croissante du système financier nord-américain à la fin du 19e et au début du 20e siècle. Jusqu'alors, le pays ne disposait pas d'un système centralisé de contrôle et de régulation du système financier. Chaque État était chargé de réguler et contrôler les banques qui opéraient sous sa juridiction. La Fed fut établie afin d'assurer la stabilité du système financier états-unien par le biais d'un mécanisme de prêteur en dernier ressort. Cette faculté permet à la Fed de fournir des ressources à des banques qui sont en difficulté.

Du point de vue institutionnel, le système de la Fed est composé de douze banques régionales et d'un Conseil des gouverneurs au niveau national. Les banques régionales fonctionnent comme des sociétés par actions. Pour être membres du système, les banques doivent posséder des actions au sein du système régional dont la Fed assure la supervision. Ces actions ne peuvent être vendues ni commercialisées, et offrent à leurs propriétaires un rendement annuel de 6 %. Elles permettent aux banques de participer à l'élection des membres du Conseil d'administration en charge des succursales de la Fed au niveau régional. Ce Conseil comprend neuf membres : trois sont choisis par les banques et représentent directement leurs intérêts ; trois représentent les intérêts commerciaux et industriels de la région et sont également choisis par les banques ; trois sont choisis par le Conseil des gouverneurs qui opère au niveau national.

De son côté, le Conseil des gouverneurs a pour mission de superviser les douze banques régionales et de s'assurer de l'application adéquate de la politique monétaire. Il est composé de sept membres, nommés par le Président des États-Unis et confirmés par le Sénat, pour des mandats de 14 ans. Une des fonctions principales du Conseil est la réalisation du Federal Open Market Committee (FOMC), qui fixe les taux d'intérêt et détermine l'orientation générale de la politique monétaire du pays.

A titre de comparaison, deux différences clefs distinguent la Fed de sa contrepartie européenne, la Banque centrale européenne (BCE). Tandis que la Fed a pour mission de garantir simultanément la stabilité des prix et le plein emploi, la BCE a pour objectif principal de maintenir une inflation basse et stable au sein de la zone euro. La seconde différence réside dans la capacité de régulation et de contrôle des entités financières. Tandis que la Fed est en mesure de réguler et surveiller toutes les entités au sein du système de la Fed, la BCE dépend des banques centrales au niveau national, lesquelles exercent cette fonction de régulation et de contrôle. Dernièrement, la Commission européenne a approuvé l'extension des pouvoirs de la BCE afin qu'à partir de l'automne 2014, celle-ci puisse superviser et réguler directement les grandes banques au sein du système européen. Affaire à suivre.

Eric Toussaint

[Partie 1](#)

[Partie 2](#)

[Partie 3](#)

Partie 5

Notes

[1] GAO, « Federal Reserve System, Opportunities Exist to Strengthen Policies and Processes for Managing Emergency Assistance », juillet 2011, <http://www.gao.gov/assets/330/321506.pdf>. Ce rapport, d'une institution qui est l'équivalent de la Cour des Comptes (GAO = United States Government Accountability Office), a été réalisé grâce à un amendement à la loi Dodd-Frank introduit par les sénateurs Ron Paul, Alan Grayson et Bernie Sanders en 2010. Bernie Sanders, sénateur indépendant, l'a rendu public <http://www.sanders.senate.gov/imo/media/doc/GAO%20Fed%20Investigation.pdf>

[2] « The CEO of JP Morgan Chase served on the New York Fed's board of directors at the same time that his bank received more than \$390 billion in financial assistance from the Fed. Moreover, JP Morgan Chase served as one of the clearing banks for the Fed's emergency lending programs. » <http://www.sanders.senate.gov/newsroom/news/?id=9e2a4ea8-6e73-4be2-a753-62060dcbb3c3>

[3] Voir James Felkerson, « \$29,000,000,000,000 : A Detailed Look at the Fed's Bailout by Funding Facility and Recipient », www.levyinstitute.org/pubs/wp_698.pdf

[4] Voir notamment le rapport du GAO mentionné plus haut à la page 196 qui atteste les prêts à Dexia pour un montant de 53 milliards de dollars, ce qui représente seulement une partie des prêts dont a bénéficié Dexia de la part de la Fed. <http://www.gao.gov/assets/330/321506.pdf>

Éric Toussaint, maître de conférence à l'université de Liège, préside le CADTM Belgique et est membre du conseil scientifique d'ATTAC France. Il est auteur des livres *Bancocratie*, Aden, 2014, <http://cadtm.org/Bancocratie> ; *Procès d'un homme exemplaire*, Éditions Al Dante, Marseille, 2013 ; *Un coup d'œil dans le rétroviseur. L'idéologie néolibérale des origines jusqu'à aujourd'hui*, Le Cerisier, Mons, 2010.

Copyright © 2014 Global Research